

LA CRISE DE SUEZ 1956

Enjeux de la crise 1953-1956

Mémoire de géopolitique

du commandant LENOIR

dans le cadre du séminaire « Géopolitique du Proche et Moyen Orient »

Directeur : Monsieur THUAL

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La crise de Suez 1956, enjeux 1953-1956
2. Géopolitique Suez CDT LENOIR
3. Commandant, armée de Terre, LENOIR Nicolas, France
4. 7 mars 2007
5. Division C – groupe 3
6. Mémoire de géopolitique
7. Le refus des Etats-Unis de participer financement du barrage d'Assouan, entraîne la nationalisation par l'Egypte du canal de Suez en juillet 1956. Jugeant leurs intérêts lésés, la France et la Grande Bretagne imaginent aussitôt une intervention militaire, malgré les appels répétés des USA à une procédure de conciliation. Cependant la nationalisation n'est pas l'objet principal de la crise qui va s'engagée. La crise de Suez est née de l'interférence de plusieurs sphères conflictuelles. En premier lieu, le champ de la guerre froide ; ensuite, celui de la décolonisation ; en troisième lieu, le conflit israélo-arabe. D'autres zones conflictuelles émergent ensuite : d'une part, la rivalité entre les Etats-Unis et les anciennes puissances coloniales, qui se manifeste depuis quelques années, d'autre part, l'association de l'URSS et des Etats-Unis, qui tentent d'imposer leur loi au reste des peuples en partageant le monde en zones d'influence. Enfin, les pays non alignés tentent d'émerger au milieu de ces champs d'action.
8. Proche-Orient, Moyen-Orient, France, Grande Bretagne, Egypte, URSS, Etats-Unis, Suez, 1956, Nasser, décolonisation, guerre froide.

La crise du canal de Suez 1956 :

Enjeux 1954-1956

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE LA GUERRE FROIDE

1. La guerre froide et la Moyen-Orient
2. Le cas particulier de l’Egypte :
3. Les implications du financement du grand barrage :

DEUXIEMME PARTIE : LES POSITIONS BRITANNIQUES ET FRANÇAISES

1. Grande Bretagne, Egypte : ressentiments et incompréhension
2. Pour la France, Nasser est la clé du conflit algérien :

TROISIEME PARTIE : ISRAËL, LA PEUR DE L’ENCERCLEMENT :

1. Le contentieux israélo-arabe :
2. Les motifs d’inquiétudes israéliens :
3. Le soutien de la France :

INTRODUCTION

Le 26 juillet 1956, les américains et les anglais ayant refusé de prêter à l'Égypte de Nasser de quoi financer le barrage d'Assouan, ce dernier décide de nationaliser la Compagnie du canal de Suez, dont la majorité des parts est sous le contrôle des britanniques. Les revenus du canal financeront la construction du barrage.

Considérant cette nationalisation comme un affront, l'Angleterre, qui venait d'achever l'évacuation militaire de la zone du canal, veut répondre à la force par la force. La France, qui voit en Nasser le bras et l'âme de l'insurrection en Algérie s'associe à l'Angleterre.

En outre, jugeant leurs intérêts lésés et la route du pétrole peut-être menacée, la France et l'Angleterre imaginent aussitôt une intervention militaire, et ce, malgré les appels répétés des États-Unis à une procédure de conciliation. La possibilité d'une collaboration avec Israël, qui se dit prêt à intervenir militairement contre l'Égypte va inciter les franco-britanniques à l'action. Les raisons israéliennes : mettre fin aux raids des feddayin, sauvegarder ses droits à utiliser le canal que l'Égypte lui ferme, enfin prévenir l'utilisation, par les égyptiens, des armes soviétiques livrées récemment via la Tchécoslovaquie.

Les procédures de conciliation mises sur pied par le secrétaire d'état américain Foster Dulles n'aboutissent pas. Le 23 octobre 1956, l'Angleterre, Israël et la France signe un protocole secret à Sèvres. Conformément aux termes du protocole, le 29 octobre, Israël attaque les troupes égyptiennes. Quelques jours plus tard, une formidable armada franco-britannique, partie de Malte et de Chypre, occupe la zone du canal, suite à un ultimatum adressé à la fois aux égyptiens et aux israéliens de se maintenir chacun à dix miles du canal. Ces forces se présentent comme s'interposant entre les adversaires pour assurer la sécurité du canal. Les troupes françaises et britanniques entrent ensuite dans Port-Saïd. L'ONU condamne cette agression.

Les difficultés des Soviétiques à Budapest qui s'est soulevé quelques jours plus tôt, ont rassuré les alliés, tranquilles de ce côté-là. Pourtant, une fois prise la décision

d'écraser Budapest, le 4 novembre, Le maréchal Boulganine menace la France, Israël et l'Angleterre de représailles massives s'ils ne cessent pas immédiatement leur intervention et n'évacuent pas la zone du canal.

La crise de Suez prend alors une nouvelle ampleur. A l'ONU, les USA se joignent à l'URSS pour contraindre les franco-britanniques à se retirer et les Israéliens à évacuer les territoires occupés. Les Casques bleus de l'ONU prennent leur relève.

La guerre aura duré quelques heures. Elle s'achève par un désastre diplomatique pour les Français et les Anglais. Eden démissionne, Nasser triomphe, la guerre d'Algérie continue.

Avec le recul, il apparaît que la crise de Suez est née de l'interférence de plusieurs sphères conflictuelles. En premier lieu, le champ de la guerre froide ; ensuite, celui de la décolonisation qui concerne tant l'Angleterre au Moyen-Orient que la France au Maghreb ; en troisième lieu, le conflit israélo-arabe. Ces trois sphères d'action se télescopent, surtout avant l'expédition, et ils la prédéterminent. D'autres zones conflictuelles émergent ensuite : d'une part, la rivalité entre les Etats-Unis et les anciennes puissances coloniales, qui se manifeste depuis quelques années, d'autre part, l'association de l'URSS et des Etats-Unis, qui tentent d'imposer leur loi au reste des peuples en partageant le monde en zones d'influence. Enfin, les pays non alignés tentent d'émerger au milieu de ces champs d'action.

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE LA GUERRE FROIDE

1. La guerre froide et le Moyen-Orient

1.1. Un contexte mondial tendu :

Au début des années cinquante, à l'Ouest, les Etats-Unis commandent au destin du « monde libre ». La guerre froide bat, alors, son plein. A une date où la solidarité entre la Chine et l'URSS est à son zénith, les américains ont le sentiment que, depuis les accords de Yalta, ils n'ont cessé de jouer les dupes : le « monde libre » n'a cessé de perdre du terrain. A la suite de l'Europe de l'Est, de la Chine, de la Corée du Nord et peut-être du Viêt-Nam, voilà que le Moyen-Orient menace à son tour de passer à l'Est, de passer au communisme. En 1951 déjà, allié au parti communiste iranien, Mossadegh a nationalisé les pétroles. Certes, les américains ont réussi à le faire déposer pour restaurer le pouvoir du shah et à faire à nouveau des iraniens des fournisseurs et alliés inconditionnels. Néanmoins l'alerte a laissé des traces.

1.2. La situation du Moyen Orient :

Les Américains veulent à tout prix barrer la route à l'expansion du communisme vers le sud et les mers chaudes et en particulier vers les zones pétrolifères de l'Orient. Fondée ou non, leur crainte de l'expansionnisme soviétique est une réalité bien vivante aux Etats-Unis.

Animée par Foster Dulles, la politique américaine n'a de cesse d'encercler l'URSS d'un réseau d'alliances militaires, qui doivent arrêter l'expansion soviétique. L'OTAN joue ce rôle à l'Ouest, et l'OTASE en Extrême-Orient. En Orient, le même esprit anime les Américains avec la MEDO (Middle-East Defence Organization) qui deviendra le pacte de Bagdad. Ils comptent sur les Anglais pour ancrer cette

organisation, en Irak puis en Jordanie et se chargent de négocier eux même l'adhésion de l'Iran, de la Turquie et de l'Egypte à ce pacte.

Dans les pays du Moyen Orient, les Etats-Unis bénéficient d'une bonne image. Particulièrement en Egypte, auprès des militaires qui ont renversé le roi Farouk en 1952.

2. Le cas particulier de l'Egypte :

2.1. Evolution des rapports américano-égyptien : de la confiance à l'exaspération

Après la prise de pouvoir par Néguib et Nasser en 1952, les relations entre l'Angleterre et l'Egypte n'ont de cesse de se détériorer. Les Américains se présentaient alors comme anticolonialistes et neutres dans le conflit entre Anglais et Egyptiens. En outre, ils estimaient que la politique anglaise conduisait à des résultats désastreux pour l'Occident. Durant l'année 1952, l'administration Truman était restée fidèle au concept de commandement allié au Moyen-Orient, mais les diplomates américains se rendaient compte qu'il paraissait trop étroitement lié aux anciennes puissances coloniales.

Lorsqu'en mai 1953 le nouveau secrétaire d'Etat, John Foster Dulles vint au Caire, il fût reçu froidement par Neguib et Nasser. Ce dernier lui reprocha d'avoir évoqué dans son allocution « la solidarité du monde libre face au bloc communiste ». Or, selon la vision du nationalisme arabe prônée par Nasser, cette solidarité évoque l'impérialisme et la domination des pays occidentaux sur le Moyen-Orient. Foster Dulles en concluait que le prestige des puissances occidentales au Moyen-Orient avait baissé et, que les Etats-Unis souffraient d'être confondus avec les impérialismes français et anglais.

Nasser comprît très bien cette nouvelle situation et multiplia les déclarations anticommunistes. Ainsi, le 5 août 1954, il déclara à des journalistes américains que l'Egypte était désireuse de recevoir l'aide des Etats-Unis et avait besoin d'eux pour se défendre contre une éventuelle agression : l'egypte était ouvertement en guerre contre les communistes accusés d'agir suivant les ordres de l'Union soviétique. Ce

pendant, dans d'autres déclarations, il nuancait sa position en rappelant que l'amitié avec l'Occident ne devait pas passer par la conclusion de pactes militaires entre les Etats arabes avec des puissances étrangères. Cela rappelait la période de l'empire par traités avec les Britanniques. Ainsi, les égyptiens refusaient d'adhérer au pacte de Bagdad tant que les britannique n'avait pas évacué leur pays. En cas d'agression de la part d'une grande puissance, seule une défense collective pourrait être efficace. C'était le sens de la création d'un pacte de sécurité collective des Etats arabes : tout Etat arabe agressé serait immédiatement secouru par les autres Etats arabes.

Les rapports entre l'Egypte et les USA n'en demeurèrent pas moins excellents, les américains voyant dans le régime des « Officiers libres¹ » une d'alternative heureuse à une subversion par le communisme. L'orientation proaméricaine de Nasser se concrétisa dans l'accueil fait aux diplomates américains. En outre, des relations confiantes s'établirent entre les jeunes Officiers libres et des envoyés américains de la même génération dont l'appartenance à la CIA n'était pas vraiment dissimulée.

2.2. Le problème des livraisons d'armes :

Les relations entre les Etats-Unis et l'Egypte étaient aussi influencées par l'Angleterre : Churchill faisait pression sur Foster Dulles pour que les Etats-Unis retardent leurs livraisons d'armes à l'Egypte, jugeant qu'elles étaient inopportunes, tant que les Anglais demeuraient en Egypte, c'est-à-dire jusqu'en 1956.

Le problème des livraisons d'armes demeurait pour Nasser une sorte de test. En février 1955, la question revint : suite à un raid israélien sur Gaza, Nasser demanda pour vingt sept millions de dollars d'armes américaines. Washington était prêt à livrer les armes demandées à condition que des conseillers militaires US puissent contrôler l'usage que l'Egypte voulait faire de ces armes. Comme un tel contrôle était exclu, Nasser se tourna en juillet 1955 vers l'URSS grâce l'intermédiaire de la Chine communiste. Les soviétiques, étant dans une phase de détente avec l'Occident, ils ne souhaitaient pas provoquer les américains. Ils firent donc transiter la

¹ Fondé par Nasser, le comité des Officiers libres avait pour objectif de libérer l'Egypte de l'occupation anglaise et de la corruption du régime monarchique.

commande par la Tchécoslovaquie. Dès lors, le monopole occidental de l'armement n'existait plus. L'Union soviétique devint un partenaire majeur sur la scène moyen-orientale où la course aux armements commença dans le cadre de la confrontation entre l'Est et l'Ouest. Une nouvelle dialectique politique s'établit : les Etats arabes trouvaient dans l'Union soviétique un fournisseur d'armes qui leur permettait de pouvoir contester les faits établis israéliens. Moscou préparait à long terme la possibilité de disposer de facilités navales pour sa flotte de surface destinée à compenser la présence navale américaine en Méditerranée.

Lorsqu'en septembre 1955, Nasser annonça publiquement l'imminence de la livraison des armes « tchécoslovaques », Foster Dulles envisagea envers l'Egypte toutes sortes de sanctions économiques, financières, etc..... Puis, il changea d'attitude : tout d'abord il proposa de livrer les armes promises mais Nasser répondit à que les armes « tchécoslovaques » étaient arrivées.

A la même époque, l'Egypte projetait de construire un grand barrage à Assouan². Pour réaliser un tel projet, elle avait besoin d'une aide financière et technique. Pour cela, elle se tourna vers l'Occident. Le 21 novembre 1955, des pourparlers commençaient avec l'Egypte pour concevoir un montage financier regroupant le gouvernement américain, le gouvernement britannique et la Banque mondiale. Pour Washington, l'offre avait deux objectifs. Le premier était d'inciter l'Egypte à reprendre les négociations de paix avec Israël. Le deuxième objectif était d'encrer l'Egypte au bloc occidental directement par le financement du barrage.

3. Les implications du financement du grand barrage :

3.1. Tentative de règlement du contentieux israélo-arabe :

Le contrat d'armes avec le Bloc de l'Est n'avait pas remis en cause le plan de règlement du contentieux avec Israël puisque la paix le rendrait inutile. Tout au plus, les armes tchèques permettaient à Nasser de traiter en position de force. La

² Voir annexe 1

diplomatie américaine continue donc ses efforts et Nasser semble s'y prêter tout aussi bien dans ses rencontres avec les diplomates occidentaux que dans ses entretiens, avec la presse internationale. Il fait porter la responsabilité de l'immobilisme égyptien sur la question du pacte de Bagdad qui rend impossible l'élaboration d'un consensus arabe sur la question des relations avec Israël. Néanmoins, il se déclare prêt à échanger des propositions secrètes avec Ben Gourion par l'intermédiaire d'un médiateur américain. A partir de 1955, Nasser donnait essentiellement la priorité à la lutte pour l'hégémonie dans le monde arabe. Sa principale arme étant la propagande nationaliste, il lui était dès lors, impossible de prêter le flanc une accusation irakienne de trahison de la cause palestinienne. Mais, au début de mars 1956, Nasser fit savoir qu'il refusait toute relation directe avec les Israéliens et de présenter aux autres Etats arabes les propositions américaines. Pour lui, c'était à Washington de communiquer directement aux gouvernements concernés ses propositions, Le Caire se contentant d'une concertation préalable.

Pour les Etats-Unis, il faut réviser complètement les principes de la politique dans la région. A la mi-mars 1956, ils décidèrent de retarder systématiquement toutes les aides destinées à l'Egypte, et de pousser le Soudan et Ethiopie à s'opposer au projet du Haut-Barrage qui impliquait leur accord préalable sur le partage des eaux du Nil, s'opposer dans l'ensemble du monde arabe à l'influence égyptienne, renforcer le poids politique de l'Arabie saoudite, accroître le soutien apporté au pacte de Bagdad. Appliquées discrètement, ces mesures devaient amener l'Egypte à prendre une position plus modérée.

3.2. L'encrage de l'Egypte au bloc occidental :

1.3.2. Des négociations difficiles :

Nasser n'était pas hostile, à une prise en charge du barrage par l'Occident. Selon lui, le plus souhaitable était que le financement provînt en premier lieu de la Banque mondiale, ensuite des puissances occidentales, puis de l'Egypte. Les Soviétiques s'étant déclarés favorables à l'idée d'un grand barrage, il collaborerait seulement avec eux si aucune autre solution n'était trouvée.

Ce pendant, les négociations du prêt se heurtèrent rapidement aux obstacles des conditions imposées par la BIRD car elles impliquaient un contrôle sur les dépenses de l'Etat égyptien. Cela rappelait dangereusement l'époque des années 1880, où, à la suite de son endettement, l'Egypte s'était peu à peu vassalisée au profit des Anglais et des Français. En outre, les travaux allaient durer de nombreuses années, ce long terme arrimerait l'Egypte à l'Occident et lui aliénerait son indépendance. Pour les USA, l'Egypte serait ainsi tenue, tandis que l'URSS serait maintenue hors d'Afrique. Dans un premier temps, Nasser refusa ces conditions et les négociations commencèrent à s'enliser.

2.3.2. Un ensemble d'acteurs hostiles au prêt :

Parallèlement, aux Etats-Unis, l'hostilité croissait envers Nasser et son « double jeu ». D'un côté, il demandait de l'argent, de l'autre, il multipliait les gestes jugés inamicaux : reconnaissance de la Chine communiste en avril 1956, conclusion de pactes anti-Bagdad avec la Syrie et le Yémen, discussions relatives à un commandement militaire unique égypto-syrien, ouverture de négociations sur Assouan avec l'URSS qui proposait 50 millions de dollars à l'Egypte, etc. En outre, ces griefs furent exploités aux Etats-Unis par des lobbies : les cotonniers du Sud des USA étaient inquiets que l'URSS accepterait que son prêt fût remboursé en coton, le lobby chinois était toujours fidèle à Tchang Kai-Shek, les amis d'Israël, etc.

De leur côté, les alliés des USA se montraient également réservés devant la sollicitude de Washington à l'égard de Nasser : les fidèles du pacte de Bagdad (l'Irak, la Turquie, et bien sûr la Grande-Bretagne, ainsi que le Pakistan) faisaient valoir qu'il était plus avantageux d'être indocile que dévoué.

Toutes ces données modifièrent l'attitude de Foster Dulles qui savait, en outre, qu'un engagement financier de longue durée serait fort mal reçu par l'administration américaine, à moins d'un an des élections présidentielles, prévues en novembre 1956. Enfin, malgré ses dispositions favorables aux pays ex-colonisés la Banque mondiale jugeait peu sûres les garanties économiques que l'Egypte pouvait offrir.

3.3. Le refus du prêt :

Au début de 1956, les Etats-Unis apprenaient que l'URSS était déçue des relations qu'elle entretenait avec l'Egypte. Si Nasser acceptait l'aide militaire soviétique, il n'en affichait pas moins sa volonté de ne dépendre ni de Washington, ni de Londres, ni de Moscou. Ces informations, conduisirent Foster Dulles à examiner les conséquences que pourrait avoir un rejet de la demande de prêt. Les experts de l'Office of Oil and Gas et à la Division Fuel du Département d'Etat envisagèrent alors le pire : la fermeture du canal de Suez qui constituait la voix d'approvisionnement majeur de l'Europe en pétrole. Dans cette hypothèse, ils estimaient que l'Europe pourrait être pourvue en temps voulu d'une quantité équivalente de pétrole en provenance des USA. Le reste de l'approvisionnement nécessaire emprunterait la route du Cap. Selon les conclusions des deux bureaux consultés, toute mesure prise par Nasser qui affecterait l'approvisionnement de l'Europe de constituerait pas une menace pour l'économie de l'Europe occidentale.

Bien que subitement, Nasser, sentant le vent tourné, fit savoir au Etats-Unis qu'il acceptait toutes les conditions occidentales, le secrétaire d'Etat Foster Dulles annonça à l'ambassadeur égyptien, le 19 juillet 1956 qu'il annulait le prêt³.

3.4. La nationalisation du canal :

Depuis le début des années 1950, la compagnie du canal de Suez souhaitait une internationalisation de la région du canal. Dans cette optique, dès la fin de la concession, la région serait gérée par une association d'usagers du canal, la compagnie devenant un prestataire de service dans le cadre d'une société égyptienne et internationale. Les puissances occidentales n'étaient pas favorables à cette idée car elle impliquait obligatoirement la présence de l'Union soviétique dans l'association des usagers.

³ Voir annexe 2 : compte rendu de l'entretien du 19 juillet 1956 entre l'ambassadeur égyptien et le secrétaire d'Etat à Washington.

Du point de vue égyptien, l'internationalisation de la zone du canal n'était qu'un prétexte pour maintenir une présence occidentale sur son territoire. En s'appropriant le canal, les Egyptiens démontraient leur indépendance totale et grâce aux revenus du canal, ils pourraient financer la construction du Haut-Barrage.

Après s'être assuré que les britanniques n'avaient plus les moyens d'intervenir immédiatement sur le plan militaire⁴, Nasser annonça la nationalisation du canal le 26 juillet, lors d'un discours prévu à Alexandrie pour commémorer le départ en exil du roi Farouk.

⁴ Depuis juin 1956, date l'évacuation de la base d'Ismaïlia, les troupes britanniques sont stationnées à Chypre

DEUXIEME PARTIE : LES POSITIONS BRITANNIQUES ET FRANÇAISES

1. Grande Bretagne, Egypte : ressentiments et incompréhension

1.1. Cadre général :

Puissance victorieuse mais affaiblie, la Grande-Bretagne du début des années cinquante, ne se résolvait pas à n'être plus que le brillant second des Etats-Unis. Malgré qu'elle ait accédée au statu de puissance nucléaire dès 1952 en faisant exploser sa propre bombe atomique, la décomposition de l'Empire britannique n'en était pas moins réelle. Autant que l'abandon de l'Inde, l'évacuation de l'Egypte était le symbole de ce déclin. Les forces britanniques considéraient qu'elles avaient, par deux fois, victorieusement défendu l'Egypte et le canal de Suez : en 1917, contre les Turcs⁵, et en 1942, contre les Italiens et les Allemands⁶. Cette manière de voir, des Anglais, n'était pas nécessairement partagée, au moins en 1942, par tous les Egyptiens, qui se seraient bien débarrassés de cette « protection ». Au reste, connaissant ces sentiments et les revendications des Egyptiens, les Anglais estimaient également que l'heure des délais et des promesses était dépassée : devant la pression de l'opinion, et l'aggravation de la guérilla urbaine, ils savaient bien qu'ils devaient rendre son indépendance à l'Egypte et quitter le pays.

⁵ Début 1915, les forces turques attaquèrent l'Egypte. Parvenant jusqu'aux rives du canal de Suez, elles furent repoussées entre le 28 janvier et 3 février par les troupes britanniques appuyées depuis le canal par des navires de guerres britanniques et français. En août 1916, une autre offensive turque fût arrêtée avant de menacer le canal.

⁶ En 1941, l'Egypte était sous la menace des forces italiennes et allemandes, dont l'objectif est de prendre le contrôle du canal de Suez pour fermer l'accès à la Méditerranée aux navires britanniques. Au printemps 1942, ces forces parvenaient à s'avancer jusqu'à 150 km d'Alexandrie. Elles ne furent définitivement repoussées qu'après la seconde bataille d'El Alamein en novembre 1942.

Dès 1947, les troupes anglaises avaient évacué Le Caire et, en 1954, un nouveau traité anglo-égyptien prévoyait l'évacuation de la zone du canal avant deux ans. Toutefois, le traité stipulait que la base militaire d'Ismaïlia pourrait être réoccupé militairement en cas de menace étrangère (sous-entendu, soviétique) sur la Turquie ou sur un membre de la Ligue arabe.

En dépit d'un respect quasi ponctuel du calendrier de l'accord conclu, de ses termes aussi, l'évacuation n'ayant pas subi de contretemps et ayant même été achevée avant l'échéance convenue, les relations entre les deux pays ne cessèrent de se détériorer, même sur des terrains où l'Égypte et l'Angleterre avaient à la fois des raisons de s'entendre et des intérêts solidaires, par exemple vis-à-vis d'Israël. Puisqu'ils avaient évacué militairement le pays, les Anglais considéraient que l'Égypte était désormais souveraine. Mais, ils n'en jugeaient pas moins devoir jouer le rôle de parrain privilégié. De leur côté, les Égyptiens estimaient que la présence d'Anglais sur le canal de Suez, fussent-ils civils, constituait une survivance intolérable de l'ancien état de dépendance, alors que selon les termes même des accords conclus, il allait de soi que les Anglais continueraient à animer le trafic du canal.

Cette incompréhension et ces malentendus recouvraient naturellement des perspectives et des arrière-pensées qui ne pouvaient s'exprimer ouvertement. Les Anglais ressentaient leur évacuation de l'Égypte comme une retraite contrainte et forcée, et non comme le résultat d'un accord avec un partenaire. Ils voulaient maintenir l'Égypte dans leur jeu, comme allié, et l'idée qu'une vision politique d'ensemble pût s'élaborer ailleurs qu'à Londres, Washington ou Moscou, ne leur venait pas à l'esprit. Les Anglais considéraient les nouveaux dirigeants de l'Égypte, qu'ils ne contrôlaient plus, comme des intrus, voire comme des adversaires. Ils espéraient les discréditer aux yeux de l'opinion égyptienne en ne leur accordant satisfaction sur rien. Cette faillite, pensaient-ils, leur ferait perdre tout prestige et la Grande-Bretagne retrouverait des interlocuteurs plus compréhensifs. L'hostilité de Nasser au pacte de Bagdad confortait les Anglais dans leur attitude. En outre, ils jugeaient sévèrement ce régime qui avait supprimé tous les partis politiques et qui persécutait les Frères musulmans après leur tentative d'assassinat de Nasser. Être ennemi de l'Angleterre tout en supprimant la liberté d'expression des partis

politiques, voilà ce qui, aux yeux de quelques-uns, eût suffi déjà à faire de Nasser « un nouvel Hitler ».

1.2. L'indépendance du Soudan :

Le premier coup porté par l'Angleterre fut d'assurer l'indépendance du Soudan. La procédure vers l'indépendance atteignit son objectif en un temps record; sans mesure, naturellement, avec les attermolements que l'Égypte avait pu connaître. La démarche fut accélérée par la classe politique soudanaise qui jouait intelligemment sur les rivalités entre la Grande-Bretagne et l'Égypte et obtenait des deux rivaux une indépendance qui précéda de plusieurs années celle des principaux pays d'Afrique noire. L'objectif de Londres était de couper le cordon ombilical entre l'Égypte et le Soudan, alors que Nasser souhaitait maintenir le Soudan dans le giron de l'Égypte. Le Soudan pouvait fournir à l'Égypte des terres pour ses colons, des soldats pour son armée et surtout la sécurité pour son approvisionnement en eau. Claironnée par l'Angleterre comme une victoire sur l'Égypte, l'indépendance du Soudan alourdit le contentieux des rapports anglo-égyptiens. Et cela, d'autant plus profondément que Nasser, qui avait vécu au Soudan, s'était efforcé par tous les moyens de retarder l'échéance de l'indépendance : il avait encouragé une révolte du sud du Soudan, chrétien et animiste, contre le nord musulman⁷. Naturellement, Nasser ne pouvait exprimer ouvertement les ambitions de l'Égypte sur ce pays traditionnellement dépendant, au moment où, face à l'Occident impérialiste, il se voulait le chantre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

1.3. Autre objet de contentieux, le problème des livraisons d'armes :

En février 1955, le problème des livraisons d'armes prit une acuité nouvelle après l'attaque israélienne à Gaza. Jusque-là, l'Angleterre avait bien livré à l'Égypte 32 nouveaux tanks Centurion, deux destroyers, du matériel léger; toutefois, le blocus du

⁷ Cette action renforcera le clivage entre les deux parties du Soudan, ce qui sera néfaste pour l'avenir de ce pays. Ces difficultés entre l'Égypte et le Soudan vont se concrétiser par un contentieux sur les frontières qui réapparaîtra périodiquement.

détroit de Tiran par l’Egypte, puis l’attaque au canon d’un navire anglais à partir d’Aqaba modifièrent les rapports entre les Egyptiens et les Britanniques. Ceux-ci jugèrent désormais peu opportunes les demandes de Nasser et ils livrèrent aussi des armes à Israël. De son côté, Nasser refusa de cesser la campagne de propagande menée contre le pacte de Bagdad, ce qui était la condition mise par les Anglais à la poursuite des livraisons d’armes. Nasser jugeait qu’il s’agissait là de conditions politiques et qu’elles étaient par conséquent inacceptables.

1.4. Le monde arabe selon Nasser :

En 1952, lorsque Nasser fonda le comité des Officiers libres, il voulait libérer son pays de l’occupation anglaise et de la corruption du régime monarchique. Le programme fondateur des Officiers libres comportait six points. Le premier principe adopté est « de liquider le colonialisme et les traîtres égyptiens qui l’appuient ». Les cinq autres points sont seulement tournés vers la rénovation intérieure du pays : lutte contre la féodalité, lutte contre le grand capital, lutte contre le despotisme social, lutte contre le trucage politique, lutte contre l’affaiblissement de l’armée.

En outre Nasser situait son action dans le contexte l’identité islamique et arabe particulièrement présente dans la conscience collective des Egyptiens et d’autres peuples d’Orient. Son projet, dénommé par ses adversaires panarabisme ou panislamisme, comprenait à la fois le cercle des pays arabes proprement dits, le cercle des pays islamiques et le cercle africain⁸.

Or, pour leur part, les Anglais identifiaient le monde arabe aux Arabes du désert de la dynastie Hachémite, et à eux seuls. Ils voulaient ignorer que le monde arabe correspondait à une réalité plus vaste et plus profonde qui pouvait être incarnée, à leur façon, par d’autres communautés telles que l’Egypte ou la Libye.

⁸ A l’époque, cette perspective paraissait imaginaire, voire illusoire, aux Occidentaux, comme aux communistes d’ailleurs. Pour un Européen des années cinquante, un tel projet ne pouvait qu’évoquer une volonté hégémonique, rappelant celle des Allemands des années trente.

Pour remplir la fonction d'unificateur du monde arabe, il fallait préalablement que l'Égypte manifestât la réalité de son indépendance. En renversant le roi Farouk, en ordonnant la dissolution du WAFD, qui tous deux collaboraient avec les Anglais, les Officiers libres de Neguib et Nasser avaient voulu affirmer l'indépendance absolue de l'État, libre de toute ingérence de la diplomatie ou de l'argent de l'étranger. En ce sens, il était déjà à même d'incarner l'arabisme plus que le régime de Nuri Saïd en Irak, ou que le roi de Jordanie, dont chef des armées, Glubb Pacha, était un Anglais arabisé. Seul Séoud d'Arabie, avec ses richesses et son contrôle sur les Lieux saints, pouvait prétendre être cette incarnation. Mais Nasser et les Officiers libres représentaient un monde arabe nouveau, non plus celui de la féodalité, mais celui de la petite bourgeoisie intellectuelle ou militaire. Ils représentaient le nouveau contre l'ancien. En Égypte, dès le début de 1954, une technocratie civile et militaire de formation technique remplaçait les vieilles classes dirigeantes de formation essentiellement juridique. D'où l'attraction que ces officiers exerçaient sur la petite bourgeoisie syrienne ou irakienne. Au reste, les Frères musulmans, qui avaient senti la modernité du discours nassérien, avaient tenté d'assassiner Nasser⁹. D'un autre côté, Nasser était complètement imperméable au marxisme. Après les Frères musulmans, ce fut au tour des communistes d'être incarcérés.

Se voulant arabe, musulman et progressiste, Nasser se considérait avant tout comme le chantre de la lutte anti-impérialiste, ou plutôt anticolonialiste. Seul ce rôle lui donnait autorité pour parler au nom de l'arabisme, voire de l'Islam. Contrairement à ce que pensaient les Anglais, les avanies et les rebuffades subies par Nasser dans ses rapports avec eux ou avec les Américains le confortait dans ce rôle, voire le stimulait à aller au-delà de ce qu'impliquait son projet initial.

⁹ Le 26 octobre 1954, lors d'un meeting à Alexandrie, quelqu'un tira huit balles en direction de Nasser qui blessèrent légèrement trois des personnes à ses côtés. L'agresseur s'avéra être un Frère musulman. Nasser ordonna une campagne d'arrestation dans le milieu des Frères musulmans : un millier de cadres de la confrérie furent arrêtés, beaucoup furent torturés, six furent pendus, les autres furent généralement condamnés à de lourdes peines de prison. La répression menée contre les Frères musulmans élimina pour de nombreuses années le danger politique créé par cette tendance de l'opinion.

1.5. De l'incompréhension à l'opposition :

1.1.5. La fin de la présence anglaise en Egypte : le traité de 1954

Après des mois de guérilla, un accord est conclu le 27 juillet 1954, entre l'Angleterre et l'Egypte sur le départ des troupes britanniques de la zone du canal de Suez. Ratifié au Caire le 19 octobre 1954, le nouveau traité stipulait qu'en échange du départ des militaires anglais dans un délai de vingt mois, l'Egypte s'engageait à garantir la liberté du canal de Suez et la réactivation de la base d'Ismaïlia en cas d'attaque contre un Etat arabe ou contre la Turquie, par une puissance étrangère au Moyen-Orient. A cette époque la « puissance étrangère au Moyen-Orient » est une allusion évidente au bloc soviétique.

Par ce traité, la Turquie faisant partie de l'OTAN, l'Angleterre semblait donc avoir réussi à lier l'Egypte au système de défense de l'Occident contre les Soviétiques, et à faire de la Turquie un allié privilégié. Pour Nasser, la signature du traité présentait l'immense avantage de permettre une évacuation complète et rapide de l'Egypte par les forces britanniques. En outre, il pensait que si les soviétiques lançaient une attaque sur la Turquie, ils se dirigeraient d'abord vers les zones pétrolifères du nord de l'Irak, puis vers l'Egypte pour sa position stratégique en Afrique et en Méditerranée. Dans ce cadre, bien qu'étant une entorse à la neutralité voulue par Nasser, le traité permettait de prévenir le risque d'une invasion soviétique et ne signifiait pas que l'Egypte entrerait automatiquement en guerre.

Cependant, la clause turque heurtait les convictions de Nasser. Les Turcs avaient été pendant plusieurs siècles les oppresseurs des Arabes et en Egypte, premier pays, dès 1833, à indiquer aux Arabes la voie de la liberté, le ressentiment de contre les Turcs était loin d'être effacé. En outre, Ankara venait de raviver cette hostilité en reconnaissant officiellement l'existence de l'Etat d'Israël. Les Anglais en rajoutaient, en recommandant à l'Egypte d'imiter la Turquie, devenue un état laïque depuis Atatürk, alors que la nation arabe, dont l'Egypte entendait redevenir l'incarnation, se voulait au contraire fille aînée de l'islam. La signature du traité de 1954, n'était donc pas exempte d'arrière pensées et ravivait de la rancœur des Egyptiens.

1.6. L'opposition égyptienne au pacte de Bagdad :

L'autre point d'opposition entre Britanniques et Egyptiens était la création du pacte de Bagdad. Aux yeux des Anglais, ce pacte n'avait pas seulement pour priorité de maintenir les Soviétiques loin du Moyen-Orient : il s'agissait également de prévenir la poussée américaine, de plus en plus sensible depuis la Deuxième Guerre mondiale. Tout près du monde arabe, les Etats-Unis avaient déjà pris pied en Iran pour rétablir le shah suite à la nationalisation de l'Anglo-Iranian Company. En Turquie et en Grèce aussi, l'influence américaine s'était substituée à celle, traditionnelle, de l'Angleterre. Dans le monde arabe lui-même, indépendamment de l'Egypte où le nouveau régime avait essayé de se rapprocher des Etats-Unis, l'Angleterre avait aussi perdu sa position privilégiée en Arabie Saoudite, entièrement contrôlée par l'Aramco.

Mais, la construction même du pacte semblait une offense aux principes défendus par les dirigeants égyptiens. L'Angleterre voulait faire de l'Irak de Nuri Saïd le pilote du pacte de Bagdad. En ignorant la vieille rivalité entre Bagdad et Le Caire pour incarner la grandeur de l'Islam arabe, ce choix constituait pour un Egyptien une sorte de provocation : se voulant plus arabes que les Arabes, les Egyptiens ne pouvaient être que pilotes dans une Ligue arabe, et non les associés subalternes d'un groupement qui eût compris des Turcs, des Arabes et des Persans.

Pour Nasser, le pacte de Bagdad divisait le monde arabe : d'un côté, l'Irak, lié aux ennemis et rivaux turcs, de l'autre, l'Egypte qui s'associait à des Etats vraiment arabes (la Syrie, puis le Yémen), et sans l'interférence d'une grande puissance. Nasser s'efforça de dissuader l'Irak de se rallier au pacte de défense en préparation, en utilisant toutes sortes de moyens : pressions diplomatiques en compagnie de l'Arabie saoudite, entretiens de la dernière chance entre responsables irakiens et égyptiens et surtout, systématisation de la propagande radiophonique. La station de radio égyptienne, La voix des Arabes, diffusait dans l'ensemble du monde arabe, du Golfe à l'Atlantique, le message nationaliste arabe, à une époque où les postes radio devenait un objet commun. Nuri Saïd était décrit comme un traître à la cause arabe dont les méfaits étaient pires que celui du sionisme. Mais finalement, le 24 février 1955, l'Irak signa le pacte de Bagdad avec la Turquie. Au cours de l'année, la Grande-Bretagne, l'Iran et le Pakistan se joignirent à la nouvelle organisation.

A ce stade pourtant, les Anglais jugeaient que leurs rapports avec l’Egypte étaient au plus haut point irritants mais pas inquiétants, cela malgré la livraison des armes tchèques, et malgré le pacte anti-Bagdad entre l’Egypte et la Syrie signé le 20 octobre 1955. Les relations entre les deux pays se tendirent lorsque les Anglais tentèrent d’élargir le pacte de Bagdad. Au Caire, La Voix des Arabes multiplia ses diatribes contre l’Irak avec d’autant plus de violence que l’appel à d’autres états visait d’abord la Jordanie, puis la Syrie ou le Liban.

1.1.6. Le refus Jordanien :

Greffer la Jordanie semblait aisé pour les Anglais. Outre la personne de son roi, la Jordanie n’avait d’existence, qu’au travers de la Légion arabe que commandait Glubb Pacha, un Anglais arabisé. Tenu dans une situation de dépendance, il suffisait au petit Etat d’adhérer au pacte de Bagdad s’il voulait continuer à recevoir les subsides anglais directement et non au travers de la Légion arabe. Ainsi, un second Etat arabe entrerait dans l’alliance avec les grandes puissances. La Voix des Arabes ne manqua pas de stigmatiser cette manœuvre. Aussitôt, Nasser proposa au roi de Jordanie de substituer une redevance égyptienne à la redevance anglaise dont la fonction n’apparaissait que trop clairement. Le 13 décembre 1955, face aux remous qui secouèrent le petit royaume et devant la pression de l’opinion, le roi Hussein décida de renoncer à l’adhésion au pacte de Bagdad. Quelques mois plus tard, le 1^{er} mars 1956, le limogeage de Glubb Pacha marqua la fin du contrôle britannique sur la Légion arabe. Le 10 avril, le Yémen signa un pacte d’assistance avec l’Egypte. Parallèlement, dans les pays du Golfe sous protectorat anglais, des manifestations populaires s’en prenaient violemment à la puissance protectrice.

Ainsi Nasser et La Voix des Arabes agissaient jusqu’au cœur du sanctuaire anglais en pays arabe. Pour les Britanniques cette agitation devenait intolérable : elle affaiblissait son rôle et faisait échec à la politique menée contre la pénétration soviétique. De sorte que Londres n’était pas même payé de retour pour la prise de position anti-israélienne adoptée par Eden lors du discours de Guildhall affirmant qu’Israéliens et Palestiniens devaient tenir compte des décisions prises par l’ONU en 1947 concernant les frontières d’Israël. Selon la logique impériale, les autorités britanniques ne pouvaient admettre que les griefs des populations étaient fondés et faisaient porter la responsabilité de tous les signes d’hostilité à l’Egypte de Nasser.

De nouveau les relations entre les deux pays se tendirent, chacun se plaignant de la virulence des campagnes de presse de l'autre.

Devant cette dégradation, les Anglais décidèrent, dans le courant de juillet 1956, de ne plus participer au financement du barrage d'Assouan dont les pourparlers étaient engagés depuis novembre 1955. Pour eux Nasser était un dangereux ingrat dont il fallait trouver un moyen de se débarrasser.

2. Pour la France, Nasser est la clé du conflit algérien :

2.1. Le cadre général :

Au début de l'année 1955, le réarmement de l'Allemagne apparaissait en France comme un sacrilège, tant le souvenir de l'occupation nazie était encore vivace. A l'inverse l'URSS gardait un prestige et une image encore intacts. Cette menace du côté de l'Allemagne pesait lourd dans la vie politique, plus que les événements d'Algérie dont, au début de 1955, on méconnaissait l'importance et la profondeur. Si on pense à la construction d'une Europe moins dépendante des Etats-Unis, c'était pour d'une part contrer le danger allemand grâce à un rapprochement avec l'URSS et d'autre part pouvoir mener une politique étrangère indépendante des deux grandes puissances. En février 1956, pour y parvenir, le ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau, préconisa un rapprochement avec les nations ex-colonisées : une politique d'entraide économique y contribuerait. Au reste, à la conférence des anciens pays colonisés de Bandoung, les Etats non alignés y avaient fait appel.

Dans ce contexte, le Quai d'Orsay, traditionnellement hostile à la Grande-Bretagne, croyait pouvoir encore pratiquer une politique arabe anti-anglaise, comme avant-guerre. Cela se traduisit tout d'abord par une politique étrangère française hostile au pacte de Bagdad, et ce d'autant plus que la France n'avait été ni sollicitée ni même informée.

1.2.1. Le problème algérien : une vision déformée

Bien que durant les années 1950, la France était confrontée à des mouvements de décolonisation, l'Algérie occupait une place à part. Aux yeux de la majorité des

Français, l'indépendance du Maroc et celle de la Tunisie constituaient un aboutissement quasi inéluctable. Ces deux pays jouissaient d'un statut de protectorat, ils avaient conservé un monarque qui incarnait leur ancienne souveraineté et de ce fait la politique française ne pouvait viser, au mieux, qu'à retarder les échéances.

Concernant l'Algérie, les Français jugeaient qu'elle faisait partie intégrante du territoire national car ce pays était constitué en départements. Le fait qu'un million de Français l'habitaient donnait une substance à cette fiction juridique qui fonctionnait comme un dogme. En outre, les Français jugeaient que, puisque avant la colonisation l'Algérie n'existait pas en tant qu'Etat, elle n'avait pas d'identité nationale. Dans le cadre de la colonisation, le territoire algérien qui comptait des Arabes, des Berbères, des Juifs, des Espagnols et des Français, ne devait plus à terme que compter seulement des citoyens de la République. D'ailleurs dans les années trente, ces vues étaient communément admises par les Algériens mêmes issus des milieux nationalistes modérés.

Cependant la réalité profonde de la colonisation s'imposait aux Musulmans. Exclue de toute responsabilité dans la vie politique, la promesse de véritables élections suscita de grand espoir chez les Algériens même si ils devaient se contenter que d'un second collège dans lequel bien que dix fois plus nombreux que les Français originaires de la métropole, ils avaient droit à beaucoup moins de représentants. Mais le manque de transparence et les malversations qui entachèrent le déroulement des élections poussèrent les Musulmans d'Algérie à une prise de conscience. L'impatience des nationalistes s'aviva ainsi, attisée par la renaissance de l'islam et par la montée du nationalisme arabe incarné par Nasser. Le Front de libération national (FLN), déclencha l'insurrection au lendemain de la défaite militaire de la France à Dien-Bien-Phu. Les dirigeants du FLN étaient persuadés, dès l'automne 1954, que cette déroute donnait le signal d'un soulèvement qui devait conduire à une lutte armée jusqu'à l'indépendance. Pour prévenir tout ralliement aux mesures libérales venues de France, et qui avaient été tant attendues, le FLN institua le terrorisme à la fois comme méthode d'intimidation et comme pratique de consolidation de son propre pouvoir. Avec l'extension de la rébellion, de la répression aussi, des deux côtés la conciliation devenait impossible, l'intransigeance des uns se heurtant à l'intransigeance des autres.

Cependant pour les dirigeants français, il semblait alors impossible et déraisonnable, que cent vingt ans de présence française et soixante quinze ans de République aient donné naissance à un mouvement islamique et nationaliste. Secoué dans leurs convictions, voyant dans le terrorisme le signe de la renaissance du fanatisme et la main du panarabisme, ils estimaient que Nasser manipulait le mouvement national algérien. Ce point de vue trouvait une réalité tangible dans La Voix des Arabes qui diffusait ses messages sur l'ensemble du Maghreb et du Moyen-Orient, depuis Le Caire. Nasser et le transistor devenaient ainsi aux yeux de certains les responsables de la montée de la terreur en Algérie.

2.2. Evolution des rapports franco-égyptiens :

Nasser voyait dans Ben Bella l'homme qui unifierait le Maghreb arabe et en ferait le grand allié de l'Egypte. Au début de 1956, les services secrets égyptiens apportèrent donc une aide militaire au FLN via la Libye. Alors même qu'une grande quantité d'armes était livrée, cette aide était jugée décevante voire insignifiante car elle ne touchait qu'une partie des groupes participant à l'insurrection pour l'indépendance. Du point de vue de la France, certes, on avait la preuve que Nasser aidait les rebelles algériens et qu'il avait des liens avec certains d'entre eux. Toutefois, il semblait que, si cette solidarité n'était plus tolérable, elle restait en soi normale, et prendrait fin dès qu'un processus de négociations serait mis en place.

En mars 1956, Christian Pineau, au retour d'un voyage en Inde, rendit visite à Nasser. A cette occasion le ministre des Affaires étrangères français affirma son soutien à la Syrie, que menaçait l'Irak contrôlé par les Anglais. Il apparût ainsi renouer avec la politique traditionnelle de la France au Moyen-Orient. En fait, l'objectif prioritaire de ce voyage était d'utiliser les bons offices de l'Egypte pour prendre contact avec le FLN. Pour sa part Nasser escomptait obtenir des assurances de la France sur la limitation des livraisons d'armes à destination d'Israël, la poursuite l'opposition française au pacte de Bagdad et la fin des campagnes de pressions française contre l'Egypte.

Durant son entretien avec Nasser, Christian Pineau¹⁰ obtenait l'assurance de ce dernier qu'aucun commando du FLN n'était entraîné sur le territoire égyptien. En outre, le dirigeant égyptien se déclara favorable à une résolution pacifique du conflit algérien.

Tandis que des rencontres secrètes et infructueuses se déroulaient au Caire entre des représentants du gouvernement français et ceux du FLN, chacune des parties trahissaient les positions affichées. La France se lançait dans une politique de force en Algérie en y augmentant de cent cinquante mille le nombre de ses soldats. Cette politique répondait à la logique suivante : affaiblir les rebelles, les paralyser par un cessez-le feu et négocier dans une position de force. De son côté, Nasser accroissait son aide au FLN pour lui permettre de négocier dans une position favorable. En outre, la Ligue arabe, contrôlée par l'Égypte, affirma que « tous les états membres apporteront leur assistance au peuple algérien par tous les moyens dont ils disposent ».

Cette affirmation, qui alimentait les griefs de la France envers Nasser, constituait un premier pas vers l'internationalisation du problème algérien.

1.2.2. Nasser porte parole international de la cause algérienne :

Nasser joua un rôle primordial dans le lancement du FLN dans l'arène internationale en lui apportant une aide privilégiée. Ce rôle constitua une dimension essentielle des rapports entre l'Égypte, le mouvement national algérien et la France.

Les organes et les formes de cette aide sont multiples. La ligue arabe, d'abord, qui donna une assise plus large à l'appui de l'Égypte; ensuite le Congrès islamique dirigé par Anouar el-Sadate et qui assura de leur solidarité tous les peuples d'Afrique du Nord. Enfin, en avril 1956 eu lieu, au Caire, le Premier congrès des syndicats arabes. Ses objectifs étaient la lutte contre le sionisme, l'achat d'armes d'où qu'elles viennent, le rejet de la paix avec Israël, l'appui à la lutte des peuples d'Afrique du Nord pour l'indépendance, le boycott de la France. Chacun de ces objectifs évoquait

¹⁰ L'annexe 3 reprend un extrait du communiqué de presse fait par Christian Pineau et un témoignage de Nasser.

le sort des Algériens et rendait publique leur lutte désormais soutenue par tous les musulmans, de Djakarta à Khartoum. Cette large diffusion du combat des indépendantistes algériens provoqua la colère de l'administration française qui aurait voulu qu'il demeurât confidentiel et se réduise à quelques attentats.

De cette publicisation de leur lutte à son internationalisation, il n'y avait qu'un pas que Nasser, encore lui, aida les nationalistes à franchir. Déjà en 1955, venus en simples observateurs à la conférence de Bandoung, mais chaperonnés par Nasser, une délégation du FLN y obtenait un premier grand succès diplomatique au travers de la reconnaissance de la légitimité des combats du peuple algérien. Sur cette lancée, Nasser, avec l'aide Nehru et Tito, progressa dans l'internationalisation du problème algérien en l'amenant notamment, à l'ONU.

Ainsi se creusait l'écart entre la politique française qui visait à maintenir l'Algérie enserrée dans ses départements, la représentation qu'elle avait du problème, et celle que s'en faisait les leaders algériens. Parallèlement, sur le territoire même de l'Algérie, le soutien de Nasser suscita une identification à sa cause qui était diffusée par la radio La Voix des Arabes dans tout le pays. La mise en perspective de la lutte du FLN au travers de la cause islamo-arabe accélérera la diffusion et l'adhésion de la population algérienne à la cause nationaliste. De sorte que le discours occidental même démocrate, qui affirmait que l'Algérie ne saurait constituer une nation, ce discours put être dépassé. De toutes ces données, les dirigeants français, civils ou militaires, n'avaient qu'une vague conscience. Pour eux, il suffisait de couper le cordon ombilical entre l'Algérie et le monde arabe et islamique. Ils pensaient que, Nasser abattu, le mirage disparaîtrait et l'insurrection pourrait être réduite à son tour.

Les responsables français accusèrent publiquement Nasser d'être l'unique responsable des malheurs de la France en Algérie et d'être un nouvel Hitler. Des contacts furent pris avec les gouvernements anglais et israélien pour savoir quelle pouvait être la meilleure façon de se débarrasser de ce personnage encombrant et de son régime. La nationalisation de la Compagnie de Suez allait fournir aux dirigeants français une occasion inespérée.

TROISIEME PARTIE : ISRAËL, LA PEUR DE L'ENCERCLEMENT :

1. Le contentieux israélo-arabe :

A l'exception du Liban, chaque état arabe avait un contentieux spécifique avec Israël. Le plus important était celui de l'Égypte, première puissance arabe. Il s'agissait de la question du golfe d'Akaba et du canal de Suez, conséquence de l'opération israélienne « Fait accompli » de mars 1949. La conquête du Néguev et l'établissement d'un accès israélien à la mer Rouge au fond du golfe d'Akaba étaient considérés comme illégaux par l'Égypte puisqu'ils avaient eu lieu après la signature de l'armistice de Rhodes et avaient été condamnés par le Conseil de sécurité de l'ONU qui avait exigé, en vain, le 23 mars 1949, le retour aux lignes d'armistice. Les Égyptiens répliquaient, en novembre 1949, en obtenant de l'Arabie saoudite la cession des deux îlots de Tiran et de Sanafir à la sortie du Golfe et en fortifiant la position égyptienne de Sharm el Sheikh qui contrôle le détroit de Tiran au débouché du golfe d'Akaba dans la mer Rouge. Ils considéraient avoir le droit, puisque l'état de guerre continuait avec Israël, d'interdire le passage de tout navire israélien et de tout navire transportant du matériel de guerre ou des produits stratégiques vers Israël. En mai 1951, les Égyptiens étendirent cette dernière décision aux navires transitant par le canal de Suez.

2. Les motifs d'inquiétudes israéliens :

2.1. Les conséquences du retrait britannique :

Pour Israël, traité anglo-égyptien du 18 octobre 1954 ouvrit une période d'inquiétude, de tension, de crise permanente. L'aboutissement en fut la campagne du Sinaï d'abord, et quelques années plus tard la guerre des Six Jours. En effet, avec le départ d'Égypte des forces britanniques, Israël était désormais face à face avec

l'armée de Nasser. Quelle qu'ait pu être la politique des Anglais, pro-arabes en toute circonstance, et par conséquent anti-israéliens, leur présence comme force tampon restait une garantie de sécurité pour l'Etat d'Israël.

En outre, se profilait la possibilité d'une alliance entre la Syrie, l'Egypte et la Jordanie¹¹. Avec elle naissait, en Israël, le complexe de l'encerclement et de la fin d'Israël. Nasser, qui pourtant avait vécu l'expérience tragique d'une défaite des armées égyptiennes¹², n'avait pas un seul instant mesuré que l'encerclement ainsi ressenti était perçu par Israël comme une menace mortelle.

Les raids des feddayins alimentaient cette crainte. Certes, il y en avait déjà du temps de la présence anglaise, et des raids de représailles y répondaient. Mais la tension que créèrent ces opérations ne cessa de croître avec le nombre des victimes qui passa de cent trente sept à deux cent trente huit morts par an de 1951 à 1955. Mais, jusque-là, Israël avait la possibilité de prendre l'initiative d'opérations d'envergure. Par exemple, quatre jours après la signature du pacte de Bagdad, Ben Gourion avait lancé un raid contre la bande de Gaza qui fit trente huit morts dans l'armée égyptienne.

Les Israéliens ne prirent pas conscience de l'impact qu'avait exercé cette opération sur l'esprit de Nasser, qui s'était à nouveau senti comme désarmé et vaincu. En effet, pour les généraux israéliens, l'affaire de Gaza n'avait été qu'une simple opération de représailles, parmi tant d'autres. Il n'en demeurait pas moins que suite à cette opération Nasser commanda une quantité importante d'armes au bloc soviétique.

¹¹ Le 20 octobre 1955, l'Egypte, la Syrie et la Jordanie décidèrent la création d'un commandement unique. Il marque la première manifestation concrète du projet panarabe de Nasser.

¹² Le 20 octobre 1948, l'armée égyptienne est encerclée et vaincue par Israël à Fallouga. Sur le terrain, Nasser avait pu mesurer l'état de désorganisation et d'impuissance absolues de l'armée égyptienne. L'analyse faite par Nasser est que le régime égyptien est à l'image de l'armée.

2.2. Evolution du rapport de force entre l’Egypte et Israël :

Bien qu’en réalité, la livraison des armes « tchécoslovaques » n’avait qu’une vocation défensive du point de vue égyptien, Israël ne disposait pas d’éléments pour en juger. En effet, indépendamment de ses dispositions à négocier l’avenir d’Israël, Nasser se voulait anti-israélien, comme son comportement l’avait montré. Par exemple, lors de la négociation de la clause turque du traité d’octobre 1954 signé avec les Anglais, il avait refusé qu’Israël figurât dans la liste des puissances pouvant menacer la sécurité du Moyen-Orient, car cette formulation revenait à reconnaître implicitement l’existence de l’Etat d’Israël.

L’ampleur de la livraison d’armes du bloc soviétique inversait brusquement le rapport des forces entre Israël et l’Egypte, en faveur de l’Egypte et légitimait la soudaine anxiété des dirigeants israéliens. Jusque-là, en effet, l’Egypte disposait d’environ deux cents chars de combat, dont une majorité de vieux chars Sherman et d’une quarantaine Centurion. Pour les forces aériennes, elle disposait d’une centaine d’avions modernes dont quatre vingt avions à réaction. Israël disposait également de deux cents chars de combat et d’une cinquantaine de chasseurs à réaction. Or, les livraisons d’armes « tchécoslovaques » comportaient plus de deux cents chars de combat, et près de deux cents avions de combat¹³.

Paradoxalement, pour Israël, la course aux armements était un danger majeur mais, en même temps, un motif de soulagement : plus les Arabes s’engageraient du côté soviétique, plus un soutien politique et militaire occidental serait facile à obtenir. Le cauchemar du début des années 1950, l’alliance antisoviétique entre le monde arabe et l’Occident, s’éloignait. Israël pourrait se présenter comme le principal atout occidental dans la région. Si paradoxal que cela puisse paraître, Israël avait besoin d’une certaine menace soviétique pour assurer une sécurité fondée sur une aide extérieure.

¹³ Les livraisons « tchécoslovaques » portaient sur des chars et des avions de combats, notamment des chasseurs Mig-15 et Mig-17 modernes, ainsi que des bombardiers Iliouchine II-28 à réaction d’origine soviétique.

2.3. La circulation des navires à destination d'Israël :

Tandis que les raids de feddayin devenaient systématiques à partir d'août 1955, l'Égypte annonça soudain, le 12 septembre 1955 qu'elle allait resserrer le blocus dans le golfe d'Aqaba. Depuis 1948, les Égyptiens rendaient difficile le transit des navires à destination d'Israël par le golfe d'Aqaba et le canal de Suez. Israël avait à plusieurs reprises porté ce problème devant l'ONU mais sans résultat. Désormais, ces difficultés devenaient systématiques et plus agressive. Surtout, elles alimentaient le complexe d'encerclement puisqu'il semblait que l'Égypte voulait ainsi isoler Israël d'un contact direct avec l'Afrique. En outre, un commandement militaire commun s'ébauchait entre Le Caire, Damas et Amman.

3. Le soutien de la France :

Pour les dirigeants israéliens, l'idée d'une opération militaire préventive prenait de plus en plus de consistance : pour le général Dayan et pour Ben Gourion, elle aurait pour objectif de desserrer l'étreinte en assurant, par la conquête du Sinaï, la liberté du golfe d'Aqaba, et la sécurité face aux raids des feddayin, neutralisant ainsi la menace de la coalition militaire. En décembre 1955, la décision d'ouvrir par force le détroit de Tiran avant que les armes soviétiques ne deviennent opérationnelles fut rejetée par la Knesset.

En outre, les Israéliens craignaient des complications du côté Jordanien. Sur la frontière jordanienne, la situation était très tendue : outre le jeu habituel des infiltrations et de représailles, le nouveau gouvernement jordanien avait accepté des élections libres pour la fin octobre. Pour protéger la Jordanie d'une attaque israélienne et influencer la politique du royaume, l'Irak irakien avait proposé l'envoi de son armée. Israël avait fait savoir que ce serait ré comme un casus belli. Mais, avec la participation de la France, d'autres perspectives allaient s'ouvrir.

Dès 1954, Perès avait négocié avec la France l'achat d'avions de chasse. Tandis que l'Égypte attendait les livraisons « tchécoslovaques », Ben Gourion passait une plus ample commande d'avions et de chars : vingt neuf Mystère-4, trente chars, etc. Ces commandes, qui s'intensifièrent jusqu'en juin 1956, avaient pour objectif de rétablir le rapport de force face à l'Égypte.

Parallèlement, les Israéliens cherchaient à pousser la coopération au delà de la simple livraison d'arme. Une solidarité apparue entre la France et Israël face à un ennemi commun. Les Français étaient prêts à assurer une couverture aérienne et navale du territoire et de l'armée israélienne en mouvement. A plus long terme les Israéliens développaient un projet de restructuration de l'Orient arabe : la Jordanie serait partagée entre Israël et l'Iraq, le Liban devrait abandonner certains secteurs musulmans, la France exercerait son influence sur la Syrie et le Liban, la Grande Bretagne sur l'Iraq et le sud de l'Arabie, enfin le canal de Suez aurait un statut international et Israël contrôlerait le détroit de Tyran.

Cette solidarité débouchera sur les protocoles de Sèvres qui donnaient une justification même hypocrite à l'intervention militaire des Français et des Anglais. « Sans l'intervention de la France et la caution de l'Angleterre, la guerre du Sinaï n'aurait sans doute pas éclaté », écrit en substance Shimon Perès.

CONCLUSION

Provoquée par le refus américain de participer au financement du Haut Barrage d'Assouan, la nationalisation du canal de Suez par Nasser déclencha une crise qui révéla plusieurs phénomènes importants qui manquaient jusque là de visibilité.

Jugeant leurs intérêts lésés, la France et la Grande Bretagne imaginent aussitôt une intervention militaire, malgré les appels répétés des USA à une procédure de conciliation. Cependant la nationalisation du canal n'était pas l'objet principal de la crise qui allait s'engager. Approuvé à l'unanimité par le conseil de sécurité de l'ONU, les six principes de Hammarskjöld¹⁴ auraient pu conduire au règlement pacifique de la crise dès le 14 octobre 1956.

Mais en 1956, pour Londres, Paris, Tel-Aviv ou Washington, Nasser était devenu au mieux un personnage encombrant, au pire l'homme à abattre au sens concret du terme. Si les quatre capitales se retrouvaient dans ce jugement, les raisons qui les y avaient mené, étaient toutes différentes.

Pour Washington, la politique du Caire relevait du double jeu entre le bloc occidental mené par les USA et le bloc soviétique. Dans le contexte de la lutte contre l'expansion du communisme, cette situation ne pouvait pas perdurer. Ceci d'autant plus que l'Egypte occupait une position stratégique en Afrique et en Méditerranée.

¹⁴ Les 6 principes :

1. Libre passage à travers le canal de Suez.
2. Respect de la souveraineté égyptienne (sur le canal).
3. Dissociation de la gestion du canal d'avec la politique d'un seul pays.
4. Soins de fixer les péages confiés à l'Association des usagers et à l'Egypte.
5. Affectation d'une part des péages au développement de l'Egypte.
6. Mise sur pied d'un arbitrage pour régler le contentieux entre la Compagnie et l'Etat égyptien.

Pour Londres, l’Égypte était la cause de sa perte d’influence au Moyen-Orient. La rivalité qu’entretenaient la Grande Bretagne et les Etats-Unis pour le contrôle de cette zone ne faisait d’exacerber ce sentiment. Pour Paris, Nasser, en diffusant sa vision nationaliste arabe et islamique sur tout la Maghreb, était tout simplement l’instigateur du soulèvement algérien. Pour les Britanniques et les Français, la crise est le moyen de se débarrasser de Nasser. L’épreuve de force leur apparaît comme le seul moyen de restaurer leur prestige dans cette région devenue vitale en raison de la dépendance énergétique de l’Europe envers le pétrole du Golfe Persique.

Pour Tel-Aviv, la politique de Nasser alimentait les craintes de plus en plus forte d’un encerclement fatal pour Israël. Il y avait en premier lieu le blocus du golfe d’Aqaba et l’interdiction du canal de Suez pour les Navires à destination d’Israël ; ensuite les alliances conclues entre l’Égypte, la Syrie et la Jordanie ; enfin la course aux armements lancée par les livraisons tchécoslovaques à l’Égypte allait renverser le rapport de force entre les deux pays. Pour Israël, il devenait urgent d’éliminer le danger égyptien.

Avec le recul, ces appréciations de situations paraissent parfois exagérées, voir dans certains cas infondés. Il n’en demeure pas moins qu’elles servirent de fondement aux différents acteurs de la crise de Suez. Ceci eu deux conséquences. La première est que la crise ne pouvait pas se résoudre simplement avec le règlement de la question du statut du canal. La seconde est que les conséquences de la crise ne sont pas à la mesure de la durée des combats menés par l’Angleterre, la France et Israël, mais elles sont à la hauteur des enjeux qui amenèrent à la crise.

La France et la Grande Bretagne furent évincées de la grande politique mondiale. Les USA et l’URSS pouvaient décider seuls de la destinée du monde. Auréolé d’un immense prestige, Nasser se lança dans la construction de la République arabe uni avec la Syrie. Pour les Israéliens, bien qu’ils ne purent conserver le Sinaï, la présence des casques bleus à la frontière égyptienne leur assurait momentanément une certaine sécurité.

ANNEXES

Annexe 1 : Le projet du Haut Barrage

Un des axes de la politique nassérienne est la recherche de l'indépendance économique.

Depuis le début d XIXe siècle, une gigantesque entreprise de contrôle et de régulation du Nil été mise en chantier. En remontant du delta vers la vallée, on passe progressivement de l'irrigation par inondation, due à la crue du Nil, à l'irrigation permanente. Il ne reste plus pour achever l'entreprise que de construire un énorme barrage à Assouan, sur la première cataracte du Nil. Il permettra la formation d'un immense lac de retenue qui régularisera l'écoulement du fleuve selon les besoins de l'agriculture et fournira l'hydroélectricité nécessaire pour l'électrification de la vallée. Cet ensemble porte le nom de Haut Barrage, en référence à l'existence d'un premier barrage à Assouan, construit au début du siècle. Pour réaliser un tel objectif, l'Egypte a besoin d'une aide : financière et technique. Elle se tourne vers l'Occident et on commence à concevoir un montage financier regroupant le gouvernement américain, le gouvernement britannique et la Banque mondiale.

Annexe 2 : Entretien du 19 juillet 1956 :

Compte rendu de l'entretien entre l'ambassadeur d'Egypte et le secrétaire d'État, Washington, le 19 juillet 1956 tel qu'il est rapporté dans l'ouvrage de H. Laurens, Paix et guerre au Moyen-Orient :

« Le secrétaire commença la conversation en disant qu'il souhaitait particulièrement discuter de la question du Haut-Barrage d'Assouan, un sujet qui actuellement intéressait concrètement à la fois l'Egypte et les Etats-Unis. A son grand regret, il était arrivé à la conclusion qu'il n'était pas possible pour les Etats-Unis d'aller plus loin dans cette entreprise. Il y avait un certain nombre de raisons pour cette décision, qu'il espérait que l'ambassadeur apprécierait. Le barrage d'Assouan était un énorme projet impliquant 1 300 000 000 \$ dont 900 000 000 \$ représentaient les coûts intérieurs. Cela représentait un lourd fardeau pour l'économie égyptienne. Le projet Impliquait non seulement l'Egypte, mais était aussi d'intérêt direct-pour les autres Etats riverains du Nil. Il n'y avait pas d'accord actuel avec le Soudan, l'Ethiopie, l'Ouganda, etc., concernant utilisation de ces eaux. Pendant le temps que cet aspect du problème soit étudié et des solutions trouvées, il y avait d'autres éléments qui font apparaître bien plus approprié de considérer des projets de moins grande envergure que celui envisagé.

Le secrétaire déclara qu'il y avait deux éléments qui méritaient une attention spéciale. D'abord l'impact à long terme du projet sur les relations entre le peuple égyptien et le gouvernement. La réalisation imposerait une période de 12 à 16 ans d'austérité de la part du peuple égyptien et une grande partie des ressources égyptiennes serait consacrée à cette œuvre particulière. Pour une telle période, il y aurait certainement du ressentiment et un sentiment de la part des égyptiens que les limitations imposées interfèrent avec l'indépendance si appréciée. [...]

L'autre élément, déclara le secrétaire, concerne l'impact sur notre propre peuple. Il affirma en toute franchise que du point de vue des Etats-Unis, les développements des six ou sept derniers mois n'avaient pas engendré de la bonne volonté envers l'Egypte de la part de l'opinion publique américaine. [...]

Le secrétaire continua en disant qu'il espérait que la situation ne serait pas permanente, qu'elle pourrait bientôt s'améliorer et que la tranquillité reviendrait dans les relations égypto-américaines de façon à pouvoir obtenir la sorte d'efforts de coopération que nous désirons beaucoup. Cependant, les choses étant ce qu'elles sont aujourd'hui, le gouvernement des Etats-Unis était venu à contrecœur à la conclusion qu'il ne devrait pas participer à un projet de cette importance dont le succès requiert des relations de travail solides. [...]

L'ambassadeur demanda s'il devait comprendre des paroles du secrétaire que décision prise était la dernière et que les Etats-Unis n'offriraient pas d'aide pour projet du barrage et que les discussions sur les propositions précédentes étaient terminées.

Le secrétaire répondit affirmativement. [...]

L'ambassadeur déclara qu'au Caire, il avait rencontré un certain nombre de fois Nasser et discuté avec lui tous les points que le secrétaire avait mentionnés avant le départ de l'ambassadeur. Il avait trouvé Nasser désireux d'obtenir un accord sur la base de l'offre de décembre. [réfutation des différentes objections...]

Faisant référence à la question des achats d'armement au bloc soviétique, l'ambassadeur exprima la vue que les engagements pris n'étaient pas si considérables que les Etats-Unis étaient conduits à le croire et que le paiement pourrait être effectué comme prévu sans porter tort à l'économie égyptienne ou mettre en danger le financement du projet de barrage. Il fit le commentaire que le nombre de matériels militaires comme les avions et les chars, acquis par l'Egypte, avait été grossièrement exagéré.

Le secrétaire commenta que le coût initial dans l'obtention d'équipement militaire important était, selon ce que nous avons trouvé, seulement un facteur dans la détermination du fardeau économique résultant de l'acquisition. L'entretien était une affaire plus importante. [...]

Dans sa conversation avec Nasser, l'ambassadeur dit qu'il lui avait été assuré que la reconnaissance de la Chine rouge n'était pas en représailles contre une quelconque action de la part des Etats-Unis ni ne représentait une volonté de porter tort aux

Etats-Unis. Nasser avait senti que si les Nations unies imposaient un embargo sur les armes destinées à la région, Israël trouverait toujours un moyen de se procurer du matériel militaire et que l’Egypte se devait de s’en assurer un aussi. En établissant des relations diplomatiques avec la Chine rouge, une voie était ouverte pour l’Egypte d’obtenir l’équipement nécessaire dans ces circonstances.

En ce qui concerne la politique égyptienne envers les autres pays arabes, Nasser lui avait assuré que l’Egypte n’avait jamais poussé un quelconque pays à se procurer du matériel militaire et avait, en fait, conseillé à l’Arabie saoudite de continuer à se fournir aux Etats-Unis. [pas de politique égyptienne anti-américaine]

Le secrétaire dit qu’il espérait que ces rapports qu’il avait mentionnés à l’ambassadeur n’étaient pas corrects et que Nasser souhaitait sérieusement mener des politiques compatibles avec des relations amicales et coopératives avec les Etats-Unis. L’ambassadeur devrait prendre conscience naturellement que notre gouvernement devait être responsable devant le peuple américain et le Congrès. Bien des choses étaient arrivées qui avait nourri le sentiment qu’il nous était difficile d’entreprendre avec l’Egypte un projet de l’importance du barrage d’Assouan. Nous avions naturellement entendu bien des histoires de sources variées, certaines venant des ennemis de l’Egypte. Bien entendu, nous ne portions pas foi à ces histoires à moins d’avoir des preuves indépendantes.

L’ambassadeur déclara que les besoins primaires de l’Egypte étaient de bâtir une force armée suffisante pour la défense et de développer l’économie égyptienne. Dans les deux cas, l’Egypte avait besoin d’aide. L’Egypte aurait été heureuse d’obtenir des armes des Etats-Unis et elle serait très reconnaissante pour son assistance dans le domaine économique.

Le secrétaire réitéra le désir des Etats-Unis d’aider l’Egypte mais il pensait que pour le moment, le projet de barrage devrait être « mis sur l’étagère » pendant que nous essayerons de développer une meilleure atmosphère et de meilleures relations.

L’ambassadeur déclara qu’il souhaitait à ce moment parler en son nom personnel. Il détestait sincèrement voir les Russes prendre l’avantage de la situation présente. Il savait qu’ils étaient en train de faire une offre « très généreuse » pour le barrage, une offre qui serait bien plus avantageuse sur les plans techniques et financiers que celle

faite par la Banque mondiale et les puissances occidentales. Il avait espéré que la question soit réglée avant que Nasser se rende à Moscou. Nasser n'avait rien dit à Chepilov quand ce dernier était au Caire ; selon le Jugement de l'ambassadeur, les risques seraient très grands si aucun marché n'était conclu avant la visite à Moscou. Il avait conseillé à Nasser de ne pas accepter l'offre soviétique même si la participation de la Banque mondiale et de la Grande-Bretagne n'était pas décidée, mais qu'il y avait de fortes pressions auxquelles Nasser ne pourrait pas résister.

Le secrétaire dit qu'il avait conscience des implications des paroles de l'ambassadeur et que la décision de retirer l'assistance américaine n'avait pas été prise légèrement. Il savait qu'il était possible que les Russes fassent une offre qui pourrait sembler attractive. Cependant nous savions tous que les conditions de vie dans la plus grande partie de la Russie et des satellites soviétiques étaient extrêmement mauvaises et qu'il y avait une énorme demande en URSS pour une amélioration. N'importe quel gouvernement qui, dans cette situation, refuserait à son peuple un relâchement de son terrible fardeau afin de porter de l'aide à l'extérieur, le ferait évidemment pour des raisons politiques. Les Etats-Unis pouvaient aider les autres sur une grande échelle sans effet contraire sur son peuple en raison de l'immense ampleur de sa production nationale. Les Soviétiques pouvaient faire une aide généreuse et l'Egypte pouvait l'accepter, en dépit des risques que cela impliquerait, bien que nous espérions que cela ne se produirait pas. Il espérait que la vérité serait reconnue : c'était seulement si l'Union soviétique croyait pouvoir obtenir des grands avantages politiques en Egypte qu'elle ferait une offre généreuse en dépit de ses besoins intérieurs. Il ne croyait pas, cependant, que les Soviétiques réussiraient parce qu'il avait confiance dans le fait que les Égyptiens connaissaient avec précision les dangers pour leur indépendance qu'ils ont eu tant de mal à obtenir. Du point de vue des Etats-Unis, nous ne pouvions pas nous mettre à entrer en compétition avec les Russes dans les propositions qu'ils pourraient faire à l'Egypte ou à d'autres pays. Nous devons étudier chaque proposition selon ses mérites propres, agissant dans les conditions mêmes qui s'imposaient quand il s'agissait du peuple américain.

Le secrétaire fit le commentaire que notre programme d'aide extérieur avait été compromis plus par la proposition d'aider au financement du barrage d'Assouan à la lumière de nos relations avec l'Egypte, que par quelque chose d'autre. Il pensait que

la première chose à faire pour nous était de revenir aussi rapidement que possible sur une base de bonnes relations. Rien n'était nécessairement permanent dans nos difficultés présentes ; c'était notre plus sérieux désir que d'améliorer la situation aussi rapidement que possible. Nous ne souhaitons pas donner l'impression que la décision concernant le barrage d'Assouan était un acte inamical en quelque manière ni ne représentait des représailles pour les actions du gouvernement égyptien. Il voyait encore un futur brillant dans les relations égypto-américaines. Comme l'ambassadeur le savait, l'administration actuelle n'avait pas permis d'être exposée à des pressions indues de la part d'un quelconque spécial groupe dans sa politique envers l'Egypte. Comme il l'avait dit précédemment à l'ambassadeur, nous regardions l'Egypte avant tout comme un pays arabe ayant le droit de prétendre à une position de leadership dans le monde arabe. Nous n'avions rien fait pour limiter le prestige et l'influence de l'Egypte. Les Etats-Unis n'avaient pas, en fait, rejoint le pacte de Bagdad largement parce que nous ne souhaitons pas prendre une position dans cette question qui serait apparue comme renforçant le prestige d'autres Etats et d'autres leaders dans la région au détriment de l'Egypte et de Nasser. En souriant, le secrétaire fit le commentaire qu'il y avait le sentiment grandissant dans certains pays arabes que l'Egypte souhaitait les dominer, mais il n'y avait pas de preuve que Nasser souhaitait gouverner des autres que l'Egypte.

L'ambassadeur répondit qu'il avait deux remarques à faire. D'abord, Nasser avait dit qu'il n'avait pas l'intention de devenir l'ami de l'Union soviétique au détriment de son amitié avec les Etats-Unis. Secondement, l'Egypte n'avait pas l'intention de dominer d'autres Etats arabes ; leurs buts premiers étaient de se débarrasser du colonialisme et certainement l'Egypte ne voulait pas imposer un colonialisme égyptien à la place des autres.

Sur le point de partir, l'ambassadeur demanda ce qu'il pourrait dire aux représentants de la presse qui étaient en train d'attendre son départ. Après une brève discussion, il déclara qu'il laisserait au secrétaire le commentaire éventuel à faire sur les affaires discutées. »

Annexe 3 : entrevue entre Christian Pineau et Nasser :

Le 14 mars 1956, le ministre des Affaires étrangères français, Christian Pineau, rencontre Nasser au Caire à l'instigation de Nehru.

3.1. Le point de vue de Nasser :

Sur cette visite, Mars Ferro dans son livre *1956, Suez* (p. 46), rapporte le témoignage de Nasser: « Quand Pineau me rendit visite, il essaya d'atteindre, avec moi, à un règlement de l'affaire algérienne. Mais je lui répondis que n'étais pas responsable de la révolution algérienne. Il devait comprendre que les Algériens seuls en étaient à l'origine. Je lui dis : « Ne croyez pas que la révolution algérienne viens de l'extérieur, elle vient du dedans. » Je ne lui ai pas promis ne pas aider les Algériens. Je lui ai dit: « C'est de notre responsabilité d'aider nos frères arabes partout. ». Il m'interrogea sur l'entraînement militaire des Algériens, sur l'envoi d'Egyptiens en Algérie. Je lui répondis qu'il n'y avait pas d'Egyptiens combattant avec les Algériens. Ils combattent seuls. Il me demanda: « Est-ce que vous en entraînez en ce moment ? ». Or, il n'y avait pas d'Algériens s'entraînant à ce moment-là ». Mais, quelques jours après que Pineau eut fait état, au Parlement, de « la parole d'honneur de soldat » de Nasser, il en avait...

3.2. Le point de vue de Christian Pineau :

Henry Laurens rapport dans son ouvrage *Paix et guerre au Moyen-Orient* (p. 163) un extrait du communiqué fait à la presse par Christian Pineau :

« Le nouveau gouvernement français est décidé à procéder à une consultation honnête du peuple algérien, qui décidera en toute liberté de son avenir. C'est volontairement qu'il se prononcera, nous en sommes persuadés, pour le maintien sous un régime à établir, de son union avec la France. Tout ce que nous demandons, c'est qu'une intervention extérieure n'envenime pas les relations entre Algériens et Français.

Le président Nasser m'a assuré qu'il n'avait aucune intention de s'opposer aux vœux de la majorité des Algériens et qu'il souhaitait sincèrement la fin du conflit armé. Il

m'a déclaré qu'il n'était pas exact que des commandos fussent entraînés sur le territoire égyptien pour aller combattre en Algérie et qu'il n'appuierait pas la continuation de la lutte par les armes si une solution pacifique du conflit était la offerte par la France et acceptée par la majorité des Algériens. »

Annexe 4 : Protocoles secret de Sèvres

Le 23 octobre 1956, les Britanniques, les Israéliens et les Français signent la protocole secret de Sèvres. Abel Thomas dans son ouvrage *Comment Israël fut sauvé, les secrets de l'expédition de Suez* retranscrit les termes de ce protocole :

« Dans l'après-midi du 29 octobre 1956, les forces israéliennes lanceront une attaque de grande envergure contre les forces égyptiennes, dans le dessein d'atteindre la zone du canal le lendemain.

Une fois informés des événements, les gouvernements de Grande-Bretagne et France adresseront le 30 octobre 1956, séparément et simultanément, des appels formulés dans l'esprit des lignes essentielles suivantes :

Au Gouvernement égyptien :

- Cessez-le-feu absolu.
- Retrait de toutes les forces à 15 km du canal.
- Acceptation de l'occupation des positions clés sur le canal par les forces anglo-françaises, de manière à garantir la liberté de passage sur le canal aux bâtiments toutes les nations jusqu'à conclusion d'un accord définitif.

Au gouvernement d'Israël :

- Cessez-le-feu absolu.
- Retrait des forces à 15 km du canal.
- Il sera indiqué au Gouvernement israélien que les Gouvernements français britanniques ont exigé du Gouvernement égyptien qu'il accepte l'occupation temporaire des positions clés sur le canal par des forces franco-anglaises.

Si l'un ou l'autre gouvernement rejetait rappel ou ne lui donnait pas son accord dans les douze heures, les forces anglo-françaises seraient susceptibles de prendre les mesures nécessaires pour que leurs exigences fussent satisfaites.

Il ne sera pas exigé du Gouvernement israélien qu'il satisfasse aux conditions de rappel, au cas où le Gouvernement égyptien n'accepterait pas les conditions de rappel qu'il aura reçues.

Si le gouvernement égyptien n'accepte pas les conditions à lui présentées dans le délai imparti, les forces anglo-françaises déclencheront une attaque contre les forces égyptiennes dans les premières heures du 31 octobre 1956.

Le gouvernement israélien enverra des forces occuper la rive occidentale du golfe d'Akaba ainsi que les îles de Tiran et Sunagrin pour assurer la liberté de navigation dans le Golfe.

Israël n'attaquera pas la Jordanie pendant la durée de l'opération contre l'Égypte.

Mais si la Jordanie attaque Israël durant cette période, le Gouvernement britannique ne viendra pas en aide à la Jordanie.»

Annexe 5 : Carte d'Égypte



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages classés par thèmes :

A l'origine de la crise de Suez : le colonel Nasser :

AMIN Samir, *La nation arabe : nationalisme et lutte des classes*, Paris : Editions de Minuit, 1981

BEATTIE Kirk J., *Egypt during the Nasser years*, Boulder : Westview press 1994

CARRÉ Olivier, *Le nationalisme arabe*, Paris : Payot 2004

CHOUËIRI Youssef M., *Arab nationalism : a history*, Oxford : Blackwell publishers, 2000

COUBARD Jacques, *Nasser*, Paris : Éditeurs français réunis, 1974

FLORY Maurice et AGATE Pierre, *Le système régional arabe*, Paris : Editions du CNRS, 1989

GORDON Joel, *Nasser's blessed movement : Egypt's free officers and the July Revolution*, Oxford : Oxford University press 1992

HASOU Tawfig Y., *The struggle for the Arab world : Egypt's Nasser and the Arab League*, Londres : KPI, 1985

HOPWOOD Derek, *Egypt : politics and society, 1945 -1990*, Londres : Routledge 1993

JANKOWSKI James P., *Nasser's Egypt, Arab nationalism, and the United Arab Republic*, L. Rienner 2002

KASSEM Maye, *Egyptian politics : the dynamics of authoritarian rule*, Boulder : L. Rienner, 2004

KHALIDI Rashid, *The origins of Arab nationalism*, Nex York : Columbia University Press, 1991

LACOUTURE Jean, *Gamal Abdel Nasser*, Paris : Bayard 2005

LACOUTURE, Jean et Simone, *L'Égypte en mouvement*, Paris : Le Seuil 1962

NODINOT Jean-Marc, *21 États pour une nation arabe ?*, Paris : Maisonneuve et Larose, 1992

OVENDALE Ritchie, *The origins of the Arab-Israeli wars*, Londres : Longman, 1992

PODEH Elie, *The decline of the Arab unity : the rise and fall of the United Arab Republic*, Brighton : Sussex Academic press 1999

RAOUF Wafik, *Nouveau regard sur le nationalisme arabe : Ba'th et nassérisme*, Paris : l'Harmattan 1984

REICH Bernard (dir.), *An historical encyclopedia of the Arab-Israeli conflict*, Londres : Aldwych Press, 1996

TALHAMI Ghada Hashem, *Palestine and Egyptian national identity*, Londres : Praeger 1992

TIBI Bassam, *Arab nationalism : between Islam and the nation-State*, Londres : Macmillan, 1997

WOODWARD Peter, *Nasser*, Londres : Longman 1992

Suez, 1956 : une crise internationale.

BEAUFRE Général, *L'expédition de Suez*, Paris : Grasset, 1967

BEN GOURION David, *Israël, années de lutte*, Paris : Flammarion 1964

BERNARD Jean-Yves, *La genèse de l'expédition franco-britannique de 1956 en Égypte*, Paris : Publications de la Sorbonne 2003

BRESSE Antoine, *L'opinion publique française et la crise de Suez, juillet 1956 – mars 1957*, Genève : Institut universitaire des Hautes Etudes Internationales 1972

COMMISSION DE PUBLICATION DES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS (Ministère des Affaires Étrangères, République Française), *Documents diplomatiques français. 1956, 2, 1^{er} juillet – 23 octobre*, Paris : Imprimerie Nationale, 1989

COMMISSION DE PUBLICATION DES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS (Ministère des Affaires Etrangères, République Française), *Documents diplomatiques français. 1956, 3, 24 octobre - 21 décembre*, Paris : Imprimerie Nationale 1990

DAYAN Moshe, *Journal de la campagne du Sinaï*, Paris : Fayard 1966

DEPARTMENT OF STATE [Etats-Unis d'Amérique], *Foreign relations of the United-States, 1955-1957.16, Suez crisis July 26 – Dec.31, 1956*, Washington : Government printing office 1990

ELGEY Georgette, *Histoire de la IVe République. La République des tourmentes, 1954 – 1959. Tome second, Malentendu et passion*, Paris : Fayard 1997

ELY Général, *Suez...le 13 mai*, Paris : Plon 1969

GOLANI Motti, *La guerre du Sinaï*, Editions du Rocher 2000

GORST Anthony, *The Suez crisis*, Routledge 1997

HEIKAL Mohamed, *L'affaire de Suez : un regard égyptien*, Paris : Ramsay 1987

KELLY Saul et GORST Anthony, *Whitehall and the Suez crisis*, Portland : F.Cass 2000

KINGSEED Cole Christian, *Eisenhower and the Suez Crisis of 1956*, Baton Rouge : Louisiana State University press 1995

LLOYD Selwyn, *Suez 1956, a Personnel Account*, Londres 1978

MASSU Jacques, *La vérité sur Suez : 1956*, Paris : Plon, 1978

MORRIS Benny, *Israel's border wars, 1949 – 1956*, Oxford : Clarendon Press, 1993

OREN Michael B., *Origins of the second Arab-Israel war : Egypt, Israel and the great powers, 1952 – 1956*, Londres : F.Cass, 1992

PEARSON Jonathan, *Sir Anthony Eden and the Suez Crisis : reluctant gamble*, Basingstoke : Palgrave, 2003

PINEAU Christian, *1956, Suez*, Paris : Robert Laffont, 1976

RODIERE Michèle (dir.), *1956, la crise de Suez*, Paris : La Documentation française, 1986

THOMAS Abel, *Comment Israël fut sauvé, les secrets de l'expédition de Suez*, Paris : Albin Michel, 1978

Suez, 1956 : tentatives d'analyse et d'interprétation.

CORM Georges, *Le Proche-Orient éclaté 1956-2003*, Paris : Gallimard, 2003

FERRO Marc, *Suez : naissance du Tiers-Monde*, Bruxelles : éditions Complexe 2006

LAURENS Henry, *Paix et guerre est guerre au Moyen Orient ; L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, Armand Colin 2005

LUCAS Scott, *Britain and Suez : the lion's last roar*, Manchester : Manchester University Press

LUCAS Scott, *Divided we stand : Britain, the US and the Suez crisis*, Londres : Hodder and Stoughton, 1991

TROEN Selwyn Ilan, *The Suez-Sinai war, 1956 : retrospective and reappraisal*, New-York : Columbia University press, 1990

VAÏSSE Maurice (dir.), *La France et l'opération de Suez de 1956*, Paris : ADDIM, 1997

Articles de périodiques :

BIAD Abdelwahab, « L'armement nucléaire israélien, un tabou », *Annuaire français de relations internationales volume 6*, 2005, Centre Thucydide

FACON Patrick, « L'armée de l'air et l'affaire de Suez », *Revue historique des armées*, n°165, 1986, service historique de la défense

HAHN Peter, « L'affaire du canal de Suez : une crise qui changea l'équilibre des forces au Moyen-Orient », *eJournal USA La Politique étrangère des Etats-Unis*, avril 2006, Département d'état des Etats Unis

ROBINEAU Lucien, « Les portes à faux de l'affaire de Suez », *Revue historique des armées*, n°165, 1986, service historique de la défense

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE LA GUERRE FROIDE.....	3
1. LA GUERRE FROIDE ET LE MOYEN-ORIENT	3
1.1. Un contexte mondial tendu :	3
1.2. La situation du Moyen Orient :	3
2. LE CAS PARTICULIER DE L'EGYPTE :	4
2.1. Evolution des rapports américano-égyptien : de la confiance à l'exaspération	4
2.2. Le problème des livraisons d'armes :	5
3. LES IMPLICATIONS DU FINANCEMENT DU GRAND BARRAGE :	6
3.1. Tentative de règlement du contentieux israélo-arabe :	6
3.2. L'encrage de l'Egypte au bloc occidental :	7
3.3. Le refus du prêt :	9
3.4. La nationalisation du canal :	9
DEUXIEME PARTIE : LES POSITIONS BRITANNIQUES ET FRANÇAISES	11
1. GRANDE BRETAGNE, EGYPTE : RESSENTIMENTS ET INCOMPREHENSION	11
1.1. Cadre général :	11
1.2. L'indépendance du Soudan :	13
1.3. Autre objet de contentieux, le problème des livraisons d'armes :	13

1.4.	Le monde arabe selon Nasser :.....	14
1.5.	De l'incompréhension à l'opposition :.....	16
1.6.	L'opposition égyptienne au pacte de Bagdad :	17
2.	POUR LA FRANCE, NASSER EST LA CLE DU CONFLIT ALGERIEN :..	19
2.1.	Le cadre général :.....	19
2.2.	Evolution des rapports franco-égyptiens :.....	21
TROISIEME PARTIE : ISRAËL, LA PEUR DE L'ENCERCLEMENT :.....		24
1.	LE CONTENTIEUX ISRAELO-ARABE :.....	24
2.	LES MOTIFS D'INQUIETUDES ISRAELIENS :.....	24
2.1.	Les conséquences du retrait britannique :.....	24
2.2.	Evolution du rapport de force entre l'Egypte et Israël :.....	26
2.3.	La circulation des navires à destination d'Israël :.....	27
3.	LE SOUTIEN DE LA FRANCE :	27
CONCLUSION		29
ANNEXES		31
ANNEXE 1 : LE PROJET DU HAUT BARRAGE		31
ANNEXE 2 : ENTRETIEN DU 19 JUILLET 1956 :.....		32
ANNEXE 3 : ENTREVUE ENTRE CHRISTIAN PINEAU ET NASSER :.....		37
3.1.	Le point de vue de Nasser :.....	37
3.2.	Le point de vue de Christian Pineau :	37
ANNEXE 4 : PROTOCOLES SECRET DE SEVRES		39

ANNEXE 5 : CARTE D'EGYPTE.....	41
BIBLIOGRAPHIE	42
TABLE DES MATIERES	47